(A)

(N° 74.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 24 JUILLET 1903.

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Instruction publique, chargée d'examiner le Projet de Loi portant érection de la commune de Forge-Philippe (province de Hainaut).

(Voir les n^{os} 75 et 136, session de 1902-1903, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Baron D'HUART, Président; MM. le Baron GASTON DE VINCK, LÉGER, le Baron SURMONT DE VOLSBERGHE, G. VERCRUYSSÉ et HUBERT, Rapporteur.

MESSIEURS,

C'est en juin 1899 que les habitants de Forge-Philippe, dépendance de la commune de Seloignes, exprimèrent pour la première fois l'intention de voir leur hameau érigé en commune distincte, et leur requête, en vue d'arriver à cette fin, est datée du 26 août 1899.

La commune de Seloignes, dont l'étendue territoriale est de 2,514 hectares 27 ares 30 centiares, compte une population de 1,381 habitants.

Si la demande soumise à l'appréciation du Sénat était accueillie, avec la délimitation telle qu'elle est fixée par le plan annexé au Projet de Loi, le territoire de cette commune sera ramené à 1,467 hectares 20 ares 30 centiares, et sa population à 982 habitants.

Forge-Philippe est éloigné de 7 kilomètres du centre de la commune de Seloignes. Il possède une église, un presbytère, un cimetière et une école avec logement d'instituteur.

En fait donc, il semble que ce hameau constitue déjà une commune dans la commune même.

A trois kilomètres de Forge-Philippe, au sud de la rivière de l'Oise, se trouve le « Vieux-Gauche », dépendance de la ville de Chimay, dont il est éloigné de 12 kilomètres. Son étendue est de 715 hectares 29 ares et sa population de 59 habitants.

Cette section de commune est absolument délaissée par la ville de Chimay. Elle ne possède même pas de route communale et tous les chemins y existants appartiennent à des particuliers.

Aussi, lorsque les habitants de ce hameau apprirent les intentions de leurs voisins de Forge-Philippe, exprimèrent-ils bien vite le désir de faire

partie de cette nouvelle commune, et leur requête en ce sens est datée du 10 septembre 1899.

Une difficulté surgit cependant. Elle provenait précisément de l'état d'abandon dans lequel ce hameau avait été laissé, ce qui suggéra aux habitants de Forge-Philippe l'idée de réclamer à la ville de Chimay une rente annuelle destinée à couvrir les dépenses extraordinaires auxquelles donneront lieu les travaux à exécuter au « Vieux-Gauchez ».

L'autorité provinciale abonda dans ce sens et elle fixa à 400 francs annuellement le chiffre de cette indemnité.

Mais, avec beaucoup de raison, le Gouvernement fit observer qu'une telle décision était inadmissible. C'est, en effet, à la commune démembrée que la loi accorde, dans certains cas, des compensations, mais il n'est pas possible d'enlever à Chimay une partie de son territoire et de lui réclamer encore une indemnité.

Aussi, en présence de cette observation, la prétention fut-elle bientôt abandonnée.

Toutes les autorités qui ont eu à se prononcer sur ces demandes s'y sont montrées favorables.

Il en est ainsi notamment des conseils communaux de Seloignes et de Chimay et de M. le Député permanent Wanderpepen, chargé de tenir l'enquête.

Le 29 juillet 1901 le Conseil provincial du Hainaut, adoptant les conclusions de la Commission chargée de lui faire rapport, se prononça également pour l'affirmative.

Le 31 décembre 1901 M. le Ministre de la Justice, consulté sur le projet en ce qui concerne les services du culte, de la bienfaisance publique et de la police judiciaire, fit de même.

La Commission spéciale de la Chambre des Représentants, dans sa séance du 10 juin 1903, se rallia également au projet.

Enfin, le 8 juillet 1903, la Chambre des Représentants le vota à une majorité de 83 voix contre 24.

Dans ces conditions, Messieurs, votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du Projet de Loi tel qu'il est soumis aux Chambres par le Roi.

Le Rapporteur,
HUBERT.

Le Président,
B^{on} A. D'HUART.